

Pas de COP21 sans services publics

La conférence internationale sur le climat sous l'égide de l'ONU se déroulera au Bourget et à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015. Sans l'intervention des citoyens, les chefs d'État de la planète qui se réunissent à nouveau, échoueront comme à Copenhague en 2009.

D'ores et déjà, les dérèglements climatiques se traduisent par la montée des eaux côtières, l'augmentation du nombre de tornades meurtrières et d'incendies gigantesques, etc. Cette situation nourrit conflits et guerres de plus en plus liés au contrôle de l'eau et des ressources naturelles essentielles. Elle menace des millions de personnes sur la planète, et en premier lieu les populations les plus déshéritées, qui seront condamnées au déplacement.

Un mode de développement en cause

L'hypothèse d'un réchauffement climatique de plusieurs degrés dans les prochaines décennies est aujourd'hui prouvée. Celui-ci est le produit des activités économiques et de l'exploitation de

la planète, des humains et de la nature pour la recherche du profit au mépris de la santé des populations, de la biodiversité, d'un développement équilibré et durable, d'une juste répartition des richesses, de la souveraineté des peuples et de la démocratie.

La montée des inégalités de toute nature, les graves atteintes à l'environnement, l'enrichissement colossal des grands groupes industriels et financiers et d'une très petite minorité sont les conséquences de cette exploitation.

L'exemple de Volkswagen illustre le comportement des grandes firmes mondialisées. Elles font pression sur les gouvernements et les institutions internationales pour défendre leurs intérêts même si ceux-ci détruisent les écosystèmes dont nous dépendons.

Le lien entre l'exposition aux différents polluants atmosphériques, aux pesticides, etc. et la multiplication de pathologies graves est maintenant avéré.

À tous les niveaux, local, national, européen et international, des politiques publiques nouvelles d'envergure sont nécessaires pour mettre au centre l'intérêt général. Comment les mettre en oeuvre sans services publics ?

L'intervention citoyenne indispensable pour ces politiques publiques

On ne peut en rester aux discours. D'un côté, le président de la République annonce l'augmentation des aides aux pays du Sud, pour qu'ils réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre et s'adaptent au changement climatique, de l'autre, il réduit les crédits d'aides au développement de 170 millions dans le projet de budget 2016.

D'un côté, on peine à atteindre l'objectif minimaliste de 100 milliards de dollars par an d'aides, de l'autre, chaque année, les pays de l'union européenne laissent s'échapper 1 000 milliards d'euros de recettes publiques à travers la seule évasion fiscale et le secteur des énergies fossiles reçoit à l'échelle de la planète plus de 700 milliards de dollars (voire 5 300 milliards de dollars selon le FMI) de subventions publiques directes.

La COP21 est présentée comme une priorité fondamentale du gouvernement mais, dans les faits, celui-ci sacrifie les moyens d'intervention. Année après année, dans les budgets, les effectifs du ministère de l'Écologie fondent comme neige au soleil ainsi que les moyens budgétaires alloués aux actions des ●●●



WWW.CONVERGENCE-SP.ORG

Site : www.convergence-sp.org | Facebook : [Convergence Services Publics](#) | Contact presse : 07 81 58 32 16



●●● collectivités locales déjà étran-
glées par la politique d'aus-
térité. Au niveau national, la
création de l'Agence française
pour la biodiversité est non
seulement reportée mais se
fera avec moins de moyens.

Par ailleurs, les autres ser-
vices scientifiques, techniques
et de contrôle de l'État sont

progressivement dépossédés
de leurs moyens d'agir.

Limiter le réchauffement
climatique à 2°C nécessite
la mobilisation de tous pour
exercer la pression indispen-
sable sur les gouvernements
et faire prévaloir l'intérêt gé-
néral.

Une transition écologique nécessaire

Les systèmes productivistes
se sont bâtis sans prise en
compte des conséquences so-
ciales et environnementales.

La mise en concurrence
des peuples et des territoires
est elle-même porteuse de
désordres, de gaspillages, de
dégradations de l'environne-
ment. Le coût réel de la mon-
dialisation libérale, des délo-

calisations et de leurs impacts
sur la planète est éludé.

La réforme territoriale en
cours a pour but, pour répondre
aux impératifs de la seule com-
pétitivité, de concentrer l'en-
semble des moyens financiers,
intellectuels et humains. Elle
accroît la désertification rurale
et la dévitalisation du tissu des
petites et moyennes villes sans

répondre pour autant aux be-
soins des quartiers ghettos des
grandes villes.

La transition écologique ne
peut passer que par un chan-
gement de système de pro-
duction, de distribution, de
consommation et de recyclage
et par des solidarités entre les
territoires nationaux et inter-
nationaux.

Des services publics du 21^e siècle

Quels que soient les résul-
tats de la négociation des États,
les services publics sont une
des solutions indispensables.
Nous sommes dans un monde
d'interdépendances. Cela ap-
pelle le déploiement de poli-
tiques publiques solidaires à la
hauteur des enjeux.

Ce n'est donc pas de réduction
des dépenses publiques

dont nous avons besoin mais
au contraire de leur dévelop-
pement au service du bien
commun. Et cela d'autant plus
que la transition écologique est
riche d'emplois publics quali-
fiés avec un statut qui met le
personnel à l'abri des pressions
de toute sorte. En effet, seule la
mobilisation de la puissance
publique peut promouvoir

l'intérêt général dans un cadre
démocratique.

Cela passe enfin par la
transparence et la co-construc-
tion citoyenne des politiques
publiques et de l'utilisation de
l'argent public. La démocrati-
sation des services publics avec
l'intervention des citoyens et
des personnels est un combat
essentiel.

La Convergence de défense et de développement
des services publics appelle à participer aux mani-
festations et aux actions dont celle du 29 novembre
qui seront organisées en lien avec la COP21 et l'enjeu
climatique pour relier la question écologique et la so-

ciale à celle des services publics.

Ces questions sont au c ur des travaux des As-
sises du service public qu'organisera la Convergence
tout au long de l'année 2016 avec l'élaboration d'un
manifeste du service public du 21^e siècle.

CONVERGEONS POUR NOTRE BIEN COMMUN
L'AUSTÉRITÉ NON !
LE SERVICE PUBLIC OUI !